

**Des experts de l'ONU ont exprimé leur préoccupation mardi dernier concernant la répression de manifestants au Cameroun, à la suite de la récente réélection du Président Paul Biya.**

Les restrictions imposées récemment par le gouvernement camerounais aux droits d'assemblée pacifique et d'expression, semblent ignorer ce critère établi par les instruments internationaux auxquels est parti le Cameroun », ont affirmé les experts dans une déclaration.

Ils ont appelé à la protection de la liberté d'expression, la liberté d'assemblée pacifique et la liberté d'association, rappelant que les standards de droits de l'homme internationaux établissent le droit de chacun à participer à des manifestations pacifiques, ont-ils ajouté « Toute restriction aux libertés d'assemblée pacifique et d'expression doit provenir de la loi et doit être nécessaire et proportionnelle ».